

# Éducation monde

**Édito du 6 février 2026**



## Mobilisation dans les établissements

Le Lycée français de Francfort traverse une période de profonde inquiétude. Après plusieurs épisodes similaires dans d'autres établissements tels que Ho Chi Minh, Munich, Bruxelles, le conseil d'établissement a été boycotté, puis le budget prévisionnel rejeté par les représentant·es des parents et des enseignant·es. Ce rejet traduit une prise de conscience collective face aux réformes annoncées lors du conseil d'administration du 18 décembre 2025 et à leurs conséquences concrètes.

Partout, les représentant·es des parents redoutent l'augmentation inévitable des écolages. Les personnels, eux, craignent les suppressions de postes. Tous s'inquiètent du manque d'investissements, qui risque d'enclencher une spirale négative : augmentation des frais, diminution du nombre d'enseignant·es titulaires, classes surchargées, départs d'élèves incapables de suivre financièrement ou insatisfaits des conditions d'apprentissage... Ce cercle vicieux, s'il n'est pas brisé, ne fera qu'aggraver la situation : pour compenser la baisse des effectifs, il faudra encore augmenter les frais, réduire les moyens, et ainsi de suite.

En votant contre ce budget, les représentant·es s'opposent aux directions prises en haut lieu. Leur objectif est clair : inverser la tendance et enclencher une dynamique positive. Ils appellent à des investissements pour rendre l'école plus attractive, à garantir la sécurité et la reconnaissance des enseignants afin qu'ils puissent se consacrer pleinement à leurs élèves, sans craindre pour leur avenir ou leur pouvoir d'achat érodé par une inflation jamais compensée. Ils souhaitent que la qualité des infrastructures et des enseignements attire de nouveaux élèves, permettant ainsi de stabiliser durablement les frais de scolarité et d'éviter que des familles ne soient contraintes de quitter un établissement qu'elles apprécient.

Mais pour sortir de cette spirale, il est indispensable de mettre fin aux coupes budgétaires dans les subventions à l'AEFE et de réengager l'État, que ce soit pour le financement des retraites de ses fonctionnaires ou pour leur protection sociale complémentaire.

**La qualité de vie au travail ne peut se nourrir d'économies, et l'excellence ne saurait s'épanouir dans l'austérité.**

